



« Plusieurs pistes sont à l'étude pour la réouverture des classes »

Le secrétaire d'État à l'Éducation envisage des colonies de vacances qui fassent du rattrapage scolaire

Propos recueillis par Bruno Dive

« Plusieurs pistes sont à l'étude pour la réouverture des classes »

GABRIEL ATTAL

Le secrétaire d'État à l'Éducation envisage des colonies de vacances qui fassent du rattrapage scolaire
« Sud Ouest »

Quelles écoles, quelles classes rouvriront le 11mai prochain? On n'y voit pas très clair...

Gabriel Attal

Le président a fixé un cap, celui de la réouverture progressive à partir du 11mai. Nous travaillons à différents scénarios, en concertation dans les deux semaines qui viennent. Plusieurs pistes sont à l'étude par niveau, par territoire... On voit bien qu'il y a deux impératifs. Une exigence sociale : chaque mois d'école fermée, ce sont des chances perdues pour des enfants qui ne peuvent pas suivre de cours à la maison, parce qu'ils n'ont pas le matériel ou parce que les parents ne peuvent pas les aider -et cela ne concerne pas spécialement les plus démunis, mais aussi les familles nombreuses. Et une exigence sanitaire : il faut se prémunir contre tout risque de transmission de l'épidémie. Nous allons nous attacher à lever les inquiétudes légitimes exprimées par les familles comme par les enseignants que nous associons à notre travail.

Peut-on envisager une rentrée scolaire -et universitaire - avancée?

Cette option a été clairement écartée par Jean-Michel Blanquer. En revanche, nous travaillons ensemble à un plan très ambitieux pour les vacances que nous présenterons prochainement. À l'issue de la crise sanitaire et de la période de confinement, les enfants auront besoin de se retrouver, de partager, de découvrir, de s'aérer. Nous allons proposer des accueils en proximité et des séjours de vacances qui permettent aussi de rattraper une scolarité hachée. Nous pourrions par exemple laisser des établissements scolaires ouverts pendant l'été, ce qui permettra le matin de suivre des cours et l'après-midi d'organiser des activités avec les centres de loisirs ou les associations sportives et culturelles. Parallèlement, nous envisageons aussi des colonies de vacances qui allient évasion et préparation de la rentrée.

Vous lancez un programme de volontariat, basé sur la réserve civique. Combien de volontaires mobilisez-vous et quelles seront leurs missions?

Suite au discours du président de la République, nous avons lancé le 22mars la réserve civique sur le site jeuxaider.gouv.fr appelant le

pays à affronter solidairement l'épidémie. La réserve civique, est ouverte à toute personne, de 18 à 70ans, qui souhaite donner de son temps à ceux qui sont le plus durement touchés par cette crise, via les associations ou les collectivités locales. Un exemple : les Restos du Cœur reposent habituellement sur des bénévoles dont un tiers a plus de 70ans. Plus encore que les autres, les plus âgés doivent rester chez eux, ce sont autant de bras qui manquent. En moins de trois semaines, 280000 Français ont rejoint la réserve civique -25000 en Nouvelle-Aquitaine! À Bayonne, la Banque alimentaire a ainsi recruté plusieurs dizaines de bénévoles pour distribuer des denrées alimentaires aux plus démunis. À Périgueux, l'association Parents, Solo et Cie vient en aide aux familles monoparentales. À Agen, l'association Alliance47 a recruté des volontaires qui font par téléphone le lien avec des malades, des personnes en situation de handicap ou des personnes âgées qui sont seules.

Un débat agite, notamment, la République en Marche, sur le traçage ou tracking. Pour vous, est-ce une atteinte à la liberté ou au contraire un outil indispensable au déconfinement?

Ce débat est tout à fait légitime.

Pour moi, la solution qu'avance mon collègue chargé du numérique, Cédric O, permet de garantir la protection des libertés publiques. Il n'y aura pas de géolocalisation par GPS, l'État ne surveillera pas les mouvements des uns et des autres. Cette application reprendra ce qu'ont réalisé les Agences régionales de santé au début de l'épidémie le suivi des personnes contact d'une personne malade. Si c'est un outil utile parmi d'autres dans le dispositif de sortie de crise sanitaire, il faut y aller.



Gabriel Attal travaille à « un plan très ambitieux ».

■